

CNPA et FNAA au secours des détaillants de carburants

jeudi, 28 février 2013



La rencontre des élus la branche détaillants en carburants du CNPA avec le directeur de cabinet a permis de faire globalement le point sur l'avenir de la profession. Les représentants du CNPA ont pu aborder la situation actuelle des stations-service, et notamment la diminution des points de vente, la concurrence des GMS et la fiscalité.

Il en est ressorti de la discussion les points suivants : face à l'allongement des délais d'instruction des dossiers et au nombre croissant de dossiers en attente, le cabinet du ministre s'est engagé à entrer en contact avec Sylvia Pinel, Ministre du Commerce et du Tourisme, pour une augmentation de la dotation actuelle du Comité professionnel de la distribution de carburant (CPDC). Par ailleurs, une nouvelle opportunité a été présentée dans le cadre du Plan gouvernemental de déploiement des bornes de recharge destinées aux véhicules électriques. Le CNPA a d'ailleurs rencontré à 3 reprises Philippe Hirtzman, chargé de cette mission par le gouvernement, pour intégrer le réseau de stations-service à ce programme.

Enfin, au sujet du report des échéances environnementales, le CNPA assure que cette problématique est bien traitée au sein du «Rapport sur les prix, les marges et la consommation des carburants» qui avait été commandé par le gouvernement à l'été 2012.

Le Gouvernement sourd aux appels de la FNAA

Quant à la FNAA, elle se dit *«inquiète malgré ses actions répétées pour l'avenir des stations-service en France et par l'absence de prise de décision»*. Elle vient de boucler un tour des ministères et des autorités concernés depuis de longs mois pour présenter [son contrat d'avenir](#) permettant à son sens de sauver les pompistes (artisanat, redressement productif, ministère de l'économie, Matignon, présidence du Sénat, associations des maires de France...). Inquiète du temps qui passe, elle vient donc d'interpeller le Président de la République lui-même dans un courrier en date du 13 février dernier ainsi que [les députés](#)

[et sénateurs](#), sur deux thèmes-clés qui pourraient éviter la fermeture de nombreux points de vente.

En premier lieu, la FNAA y réaffirme sa préconisation d'un échelonnement sur 5 ans des échéances environnementales, qui sinon menacent de fermeture immédiate 1 600 stations. Ensuite, le déploiement [d'un Contrat d'Avenir](#) qui, sur 3 ans, permettrait aux stations-service de se diversifier et de renforcer leurs services aux consommateurs.

Par ailleurs, la F.N.AA a fait parvenir un courrier aux députés et sénateurs directement concernés par l'impact qu'une telle désertification aurait sur la vie de leurs circonscriptions. Cette lettre doit leur permettre d'argumenter les traditionnelles «questions au gouvernement». Enfin, l'organisme sensibilise aussi les maires, qui sont trop souvent contraints de financer lourdement le maintien de points de distribution de carburant dans l'intérêt de leurs administrés.

Car la F.N.AA a fait d'inquiétants comptes : si rien n'est fait, ces 1 600 stations-service qui pourraient être contraintes de cesser leur activité d'ici la fin de l'année 2013 aggraveront une désertification très française (seulement 2,1 stations aux 100 km² dans l'Hexagone, contre 3,1 dans l'Union Européenne et 4,3 en Allemagne. Du reste, la F.N.AA souligne que l'Inspection Générale des Finances (IGF) recommande au Gouvernement la plus grande vigilance à ce sujet, car 871 sites ont été identifiés comme des «stations-clés», c'est-à-dire celles dont la disparition plongerait les automobilistes, les entreprises et les services publics concernés dans une situation de pénurie leur imposant de lourds trajets pour seulement se réapprovisionner...

© Apres-Vente-Auto.com © Reproduction interdite